

5 années d'explications et de discussions avec le service du commerce, la direction du DSE et M. Maudet n'y ont rien fait. Ils persistent à ne pas reconnaître L'Usine en tant que centre culturel!

Ils ne comprennent pas le caractère unitaire d'un centre, l'importance que nous accordons à la gestion collective ni les enjeux que celle-ci représente pour notre structure, pour notre proposition socio-culturelle et nos activités.

Concrètement Maudet refuse de délivrer une autorisation globale pour les buvettes de L'Usine et fait pression en bloquant les dons de la Loterie Romande d'aide à la Culture!

Il persiste à vouloir saucissonner L'Usine en exigeant 5 autorisations administratives distinctes pour les buvettes, quand bien même ses services ont délivré à L'Usine une autorisation globale pour l'organisation de spectacles, reconnaissant ainsi la structure collective et solidaire du centre culturel qu'est L'Usine.

Pour rappel, l'association faitière de L'Usine regroupe depuis 25 ans une vingtaine d'entités culturelles (théâtre, cinéma, salles de concerts, coiffeur, ateliers... - liste sur www.usine.ch). Le fonctionnement collectif de L'Usine est basé sur les notions de solidarité, de partage et d'indivisibilité, prônant l'interdisciplinarité et la perméabilité entre les pratiques artistiques. C'est l'entité qui s'exprime au nom de tou-te-s ses membres et les représente légalement. (Pour exemple la convention d'utilisation des locaux avec la Ville de Genève et l'autorisation « spectacle » délivrée par le Canton.)

Concrètement, les membres se réunissent toutes les semaines afin de prendre les décisions nécessaires et ainsi gérer collectivement l'ensemble des activités. **L'Usine est donc une entité unique et indivisible. Son activité culturelle se crée et se comprend de manière globale.**

En avril dernier, L'Usine croyait avoir trouvé une sortie de crise ; un accord avec M.Maudet et Mme Emery-Torracinta. Malheureusement, M.Maudet n'a pas tenu ses engagements !

Le 2 octobre L'Usine a fait grève, dénonçant le non-respect de l'accord par Pierre Maudet et a interpellé publiquement le conseiller d'État. Depuis, les membres de L'Usine ont également multiplié les appels en direction du magistrat, ceci sans succès : Maudet continue de s'emmurer dans son silence.

Il ne s'agit plus d'un dialogue de sourds mais d'un dialogue de dupes ! Le DSE se dit étonné de notre mobilisation de ce week-end alors qu'il connaît nos demandes restées sans réponse.

Interpellé par L'Usine le 2 octobre, M. Maudet promet des amendes sans répondre à nos questions.

Plus globalement, L'Usine a multiplié les tentatives de dialogue depuis plus d'une année : rencontres, courriers, tables rondes, prises de position, consultations, interpellations des conseiller-e-s d'État, des député-e-s et des différents services, ... La manifestation nocturne de ce week-end, festive et militante, est une tentative de plus pour L'Usine de se faire entendre.

Dans cette même optique, L'Usine déposera sous peu une pétition au Conseil d'État, essayant une fois de plus de trouver une issue à cette crise. Elle continuera à se mobiliser et à multiplier les actions à sa portée jusqu'à ce que Pierre Maudet et ses services renouent le dialogue et reconnaissent L'Usine, un centre culturel autogéré.

L'Usine exige que cesse le mépris du conseiller d'État Pierre Maudet.

L'Usine demande que son organisation et sa responsabilité collective et solidaire soient reconnues.

L'Usine revendique une autorisation globale pour ses buvettes et exige le déblocage immédiat des dons de la Loterie Romande.